



***L'ISLAMISME EST-IL UNE MENACE
POUR LES ETATS DU MAGHREB ?***

***Mémoire de géopolitique
du Chef d'Escadrons Jean-Frédéric BETTINGER
dans le cadre du séminaire « GEOPOLITIQUE DU MAGRHEB »***

Directeur : Madame Nicole GRIMAUD

Avril 2004

Introduction

« Ce parti est un parti politique qui a pour principe l'islam, qui travaille pour que recommence la vie islamique grâce à la mise en place de l'Etat islamique (...). Nous voulons montrer l'échec de toute politique fondée sur d'autres règles que celles révélées par Dieu ».

Cet extrait d'un tract du Parti Islamique de Libération (Tunisie) semble d'une actualité flagrante. Il date pourtant de 1985 ! Le phénomène de l'islamisme est donc bien plus ancien que l'attention qui lui est aujourd'hui portée suite aux attentats perpétrés ces dernières années.

Cette citation présente également l'intérêt de mettre en lumière le lien évident entre islam et islamisme. L'islamisme se révèle être la mise en œuvre du volet socio-politique de l'islam, contenu tout particulièrement dans le Coran, par l'application de la Charia¹. L'islamisme n'est donc pas intrinsèquement une dérive radicale et extrémiste de l'islam concrétisée par l'action de mouvements violents ; il doit simplement être considéré comme une lecture et une application littérale des préceptes contenus dans le Coran.

Projet politique, l'islamisme se pose donc en alternative à tout gouvernement qui n'applique pas la Charia. Il ne se présente pas comme une simple alternance politique puisque le changement qu'il suppose est, lui, radical par la remise en cause des lois déjà votées mais non conformes aux canons islamiques. Dans ce sens, peut-on déclarer que l'islamisme représente une menace pour les gouvernements des pays du Maghreb ? En d'autres termes, les gouvernements de ces nations doivent-ils craindre une montée en puissance telle que ces mouvements seraient un jour en mesure de prendre le pouvoir et d'instaurer une nouvelle législation, et surtout prennent-ils les mesures pour préserver ce système politique où l'Islam n'est pas la seule source d'inspiration de la législation ?

Le terme de menace implique une volonté d'atteindre un objectif et les moyens d'y parvenir. Il est, dans cette étude, utilisé dans un spectre très large. Il signifie tout autant l'hypothèse de voir un parti islamiste prendre le pouvoir par les urnes que celui de voir un mouvement embrigader une frange de la population et de mener des actions terroristes conduisant in fine au renversement du pouvoir en place. Menaces qui, malgré les approches totalement opposées d'accession aux rênes du pays, conduisent toutes deux au même principe : l'instauration d'une république islamique et l'application exclusive de la Charia. En revanche le Maghreb sera circonscrit aux seuls Maroc, Algérie et Tunisie. Ces trois pays

¹ Charia : loi religieuse qui comprend l'ensemble des obligations s'imposant aux musulmans. Elle concerne tous les aspects de la vie, individuels ou collectifs.

présentent en effet des caractéristiques très intéressantes. Ils ont ainsi tout trois connu la colonisation française, ont une relation encore particulière avec l'Europe, mais se distinguent par des différences notables dans leurs rapports respectifs avec l'islamisme.

L'islamisme est donc l'enfant légitime de l'islam. Ne vouloir alors étudier l'islamisme que sous l'angle le plus extrémiste, au travers des plus virulents de ses mouvements, conduirait à occulter la majeure partie de la problématique.

Même au travers de cette large perspective d'étude, il est indéniable que la menace que constitue l'islamisme a bien été cernée, dans les trois pays, par leurs gouvernements respectifs. En revanche, ces derniers, par leur attitude souvent ambiguë vis-à-vis de l'islamisme, par la complexité de la lutte à mener qui réclame une réelle détermination politique, ne s'attaquent finalement pas réellement à cette menace voire contribuent à son accroissement. Seule la situation propre à chacune de ces trois nations apporte une nuance à cette conclusion.

Nous verrons tout d'abord que l'islamisme est aujourd'hui très vivace du fait de nombreux facteurs endogènes ou exogènes, formant ainsi une menace potentielle aussi bien pour la Tunisie que le Maroc ou l'Algérie. Nous constaterons ensuite que le projet islamiste, fondé sur l'établissement la communauté de l'Umma, souffre de telles divisions qu'il ne représente néanmoins pas une menace crédible. Nous verrons enfin que l'islamisme entendu, au contraire, comme une force interne à chacun de ces pays, constitue à l'inverse une menace réelle pour chacun des trois gouvernements.

Supprimé : islami

Supprimé :

I. Les racines de la menace islamique

Les racines du développement de l'islamisme sont multiples mais appartiennent à deux familles bien distinctes. Ces facteurs de croissance, qu'ils soient endogènes ou exogènes, sont d'une extrême réalité et constituent un terreau très fertile pour le développement de l'islamisme. Cela augure donc d'une capacité de menace crédible à plus ou moins long terme.

A. Les facteurs endogènes d'essor de l'islamisme

1. L'appropriation durable de l'islam par les intégristes

Le discours islamiste et l'utilisation de l'islam par les intégristes échappent aujourd'hui à tout contrôle de l'Etat. L'islam officiel, celui professé par les docteurs de la loi,

a été décrédibilisé par son instrumentalisation par les différents gouvernements en place. Il n'est donc pas surprenant qu'aujourd'hui la contestation politique soit concomitante à un islam radical et surtout indépendant.

Le discrédit des Ulémas est, en effet, aujourd'hui patent, laissant finalement les islamistes seuls en lice. Les Ulémas, garants d'une certaine unicité de la pratique, au moins au niveau national, ont perdu aujourd'hui de leur influence. Souvent très proches et dépendant des régimes politiques, ils ont souvent été utilisé par ces derniers pour justifier des décisions gouvernementales. C'est, par exemple, le cas du Maroc dont les Ulémas sont contrôlés par le ministère des affaires religieuses. L'islamisme, dès sa montée en puissance, a donc très facilement pu discréditer ces Ulémas. La situation, plus contrastée en Algérie ou en Tunisie, conduit néanmoins à des conséquences identiques. En Algérie, bien qu'un temps très proches du FLN au pouvoir, les Ulémas sont aujourd'hui plus critiques vis-à-vis du gouvernement. En Tunisie, avec la lutte menée par Bourguiba contre la fameuse université de la Zeituna, les Ulémas ont été réduits au silence. Les Ulémas ont donc perdu dans les pays du Maghreb toute influence ou tout crédit, laissant le champ libre aux islamistes, qui eurent l'intelligence de saisir les aspirations des sociétés et de leur proposer une réponse au travers d'un langage moderniste.

2. Des racines profondes

Une autre force de l'islamisme est l'enracinement profond du mouvement islamiste dans la société maghrébine.

a) La réalité incontestable de l'activisme violent

Les attentats du 16 mai 2003 perpétrés par un groupe salafiste au Maroc ont provoqué un choc. Ils ont entraîné la découverte de milliers de petites cellules au travers du pays et l'arrestation de 1400 marocains, dont beaucoup ont été relâchés faute de preuves. Mais d'évidence, l'argent saoudien versé depuis quinze ans a fait son œuvre.

En Algérie, malgré la loi sur la concorde civile qui a permis à des milliers de combattants et d'islamistes radicaux de rentrer chez eux, cette mesure n'a pas encore réussi à rétablir une réelle paix. Certes les pertes annuelles en vies humaines ne représentent plus, doux euphémisme, que 10% de celles des années 90, soit environ un millier de personnes.

Néanmoins plusieurs centaines de combattants refusent de déposer les armes, dont les membres du GIA, et sont responsables de ce millier de morts que l'on dénombre encore lors des massacres et attaques dans les villes et villages chaque année.

b) Une attitude ambiguë des Etats

Cette montée en puissance de l'islamisme est palpable dans la volonté des Etats de récupérer et de réorienter le réveil islamique en leur faveur. Ainsi au Maroc, depuis la révolution iranienne de 1979, le pouvoir a organisé des colloques à caractère religieux. Celui de 1990 était intitulé « réveil islamique, réalités et perspectives ». Un autre a eu pour sujet le « rôle de l'orientation pédagogique islamique dans la construction des sociétés modernes ». Certes tout ceci est mené en parallèle à une répression politique, puisque en 1990, le mouvement de Yassine est dissous et ce dernier mis en résidence surveillée. Ce mouvement renaîtra ensuite au travers de « l'association de la Justice et de la Bienfaisance » (Al-Adl wal Ihsane), toujours sous l'impulsion du vieux leader Yassine avec pour porte-parole Nadia Yassine, sa propre fille. Cette association est aujourd'hui très populaire auprès des classes moyennes (professeurs, professions libérales) mais elle n'a pas eu l'autorisation de se transformer en parti. Le but de cette organisation est de faire basculer le Maroc par la persuasion, l'usure et la pénétration du corps social, dans le califat.

Autre illustration, toujours au Maroc de cet enracinement : le PJD a accepté après négociation avec les autorités de réduire la présentation de ses candidats au scrutin municipal à 18% des circonscriptions. Le but est d'éviter qu'un score trop élevé entache l'image d'un Maroc tolérant, ouvert sur l'extérieur et désireux de se moderniser. Le PJD a néanmoins pris la tête du conseil municipal de la cité impériale de Meknès. Il veut faire de cette ville un modèle de « bonne gouvernance » et ainsi s'inscrire dans une stratégie de conquête démocratique à l'instar de son homonyme de Turquie.

De fait, ce double jeu entre le refus et la tentation de gagner à sa cause, est présent également en Algérie ou en Tunisie et ce malgré les risques inhérents à l'instrumentalisation.

3. Un terreau social de l'islamisme évident

Le retour à l'islamisme est vécu comme le plus sûr moyen de mettre fin aux problèmes dans lesquels une grande partie de la population maghrébine est plongée. Ces difficultés alimentent ainsi le ressentiment que les mouvements islamistes entretiennent et capitalisent très largement.

a) Les difficultés sociales

Elles sont pour beaucoup la preuve incontestable que l'Etat n'est pas en mesure d'assumer sa mission. Ainsi au Maroc, une grande partie de la population est encore analphabète. Le chômage touche 17% de la population active et surtout plus de 30% des jeunes âgés de 15-25 ans. L'économie informelle se développe et en particulier la contrebande et le trafic de drogue vers l'Europe.

L'exemple de l'Algérie est encore plus flagrant. Le taux de chômage atteint officiellement 30%. De fait les universités déversent chaque année dans la rue des milliers de jeunes, qui malgré leur formation ne trouvent aucun emploi. Certains tentent l'émigration, beaucoup deviennent hitistes (littéralement « ceux qui tiennent les murs »). Les récriminations portent également sur la pénurie de logement avec un déficit de près de 1,3 millions de logements, que la poussée démographique ne cesse d'aggraver. Dans les quartiers populaires de Belcourt de la ville d'Alger, l'eau ne coule qu'un jour sur deux ou trois. Le système éducatif algérien est également en crise. Près d'un million d'enfants et adolescents quittent l'école avant neuf ans de scolarité. Une commission a été créée en 2000 pour amorcer des réformes, mais ce projet a déjà subi les foudres des conservateurs et islamistes sur les domaines touchant aux langues étrangères, à l'instruction civique ou à l'enseignement de la religion. Qui plus est, un conflit social a touché le secteur de l'éducation fin 2003, débouchant sur des radiations d'enseignants. Il faut également compter avec les conséquences de la guerre civile qui vont bien au-delà de la simple comptabilisation des morts. Selon Hassan Zerrouky, auteur de « la nébuleuse islamiste en France et en Algérie », 400 000 cadres, intellectuels, artistes ont préféré l'exil, près de 5000 « unités économiques » ont été détruites ainsi que près de 1000 établissements scolaires et universitaires.

Pourtant les Etats ont conscience de ce lien de causalité. Il existe bien une volonté d'y remédier mais elle n'a jamais ou rarement été suivie d'effet efficacement. Corruption, chômage endémique, difficultés sociales sont d'excellentes souches pour le développement de l'islamisme. Le taux très élevé de natalité, le très fort pourcentage de jeunes dans la population amplifient l'impact de ces problèmes.

b) Les restrictions aux libertés

L'islamisme apparaît au yeux de beaucoup comme l'un des rares champs d'expression d'opposition vraiment libre. Au Maroc les formations de l'opposition, (« Opposition de Sa Majesté ») sont limitées en terme de contestation et de critique. Le pluralisme est très

surveillé, même si l'opposition jouit d'une certaine liberté d'expression. De fait nul ne peut prétendre pouvoir menacer le pouvoir makhzénien ni remettre en cause les rapports de force ou les équilibres fondamentaux. La monarchie a su utiliser l'histoire, la tradition et la religion pour verrouiller le champ politique. En Algérie, la politique répressive qui a isolé les islamistes en les concentrant dans des camps, a favorisé de fait la constitution de réseaux forts efficaces. En Tunisie, l'islamisme essaie de se présenter également comme un porte drapeau de la contestation, vierge de toute compromission politique et surtout libre.

L'Algérie a néanmoins ceci de particulier que, historiquement, la contestation passe par les armes. Celle islamique s'est rapidement tournée vers la clandestinité par réflexe mais aussi très certainement par référence historique. Le FLN, son mode de fonctionnement puis la lutte armée à outrance à partir des maquis, ont donné une sorte de légitimité à ce type d'action. Le MIA (Mouvement Islamique Armé) a finalement mené à partir des années 90 une guerre sans pitié ni limites contre le régime en place mais aussi contre la population à l'identique de celle menée pour l'indépendance de l'Algérie.

4. La réécriture de l'histoire

La relation entre les pays du Maghreb et leur histoire récente est très conflictuelle. La période de la colonisation est toujours difficilement vécue. Elle est souvent perçue comme un véritable viol de leur culture originale, une humiliation. Pour les islamistes, les colonisateurs auraient détruits toutes les structures internes, et surtout le liant de la société maghrébine qu'était l'islam (même si la réalité est tout autre !). L'un de leur objectif est donc de le restaurer.

Ce rejet de la période coloniale est aussi le rejet de ce que ces pays ont pu hériter en terme de mode de fonctionnement, de structures politiques. La ré appropriation de leur histoire passe donc par un retour à leurs racines, l'islam, et ce avec d'autant plus de virulence que nombre de gouvernements ont montré leurs failles voire leurs incuries.

B. Des facteurs exogènes

1. A la reconquête de leur identité musulmane

a) L'image de l'occident

Le refus de l'Occident sur lequel s'appuie avec virulence l'islamisme est global. C'est celui des structures, des valeurs, de son mode de fonctionnement pour ne citer que quelques thèmes.

La présence française a évidemment laissé de profondes traces dans les pays du Maghreb. Au delà des infrastructures, c'est surtout au niveau des élites que cette influence est la plus palpable. En effet, nombre d'entre elles ont effectué leur scolarité en France, celle-ci a également œuvré sur place pour édifier ses structures de fonctionnement en terme d'organisation territoriale, place de l'Etat, scolarisation etc. Logiquement, une frange de la population et parmi elle les élites ont, au moment de la décolonisation, cherché à instaurer le même schéma d'organisation sociale. Le meilleur exemple d'application de ce schéma est le cas de la Tunisie avec Habib Bourguiba. Dès lors tout refus de l'empreinte de l'Occident passe nécessairement par le rejet de ces élites et ce faisant des gouvernements. Aussi, il ne paraît guère possible pour un parti islamiste de détenir quelques portefeuilles dans un gouvernement et de ne rien tenter pour revenir à la Charia. Rupture ou établissement, éventuellement progressif, de la charia, une seule certitude : le statu-quo n'est guère possible.

Au delà de ce cadre de lecture historique, l'islamisme refuse de fait tout ce qui vient de l'Occident, immédiatement assimilé à une forme de colonialisme et d'arrogance de la part de « l'ouest croisé ».

«La solution islamique est la plus légitime, la seule qui ne soit pas idéologiquement et spirituellement liée à l'Occident. L'islamisme tend à penser que les droits de l'homme, la liberté de conscience et la laïcité sont des formes perverses et subtiles d'un néo-colonialisme idéologico-politique»².

Paradoxalement, les islamistes oscillent entre un refus de la modernité, celle proposée par l'Occident, et une attirance pour celle-ci. L'islam en fait est perçu comme la seule manière de combler le fossé qui existe avec l'Occident. Comme l'écrit Hassan El-Banna, cité par Fereydoun Hoveyda dans « Que veulent les arabes », février 1991 : « le secret du retard des musulmans sur l'Europe réside dans leur éloignement de la vraie religion ».

Cette opposition à toute inspiration sur le modèle occidental mène donc certains auteurs à la conclusion que l'islamisme s'est forgé, entre autre, au XX^{ème} siècle en fonction d'une relation d'hostilité avec l'Occident. « L'islamisme (...) n'existe que par son opposition à lui, par ce rejet « systématique de la civilisation occidentale qui dénonce non pas tant ce qu'elle fait mais ce qu'elle est » (Bernard Lewis dans L'islam en crise). cité par JF Revel³.

Nadia Yassine dans son livre « Toutes voiles dehors, A la rencontre du message coranique » y ajoute l'idée du rejet nécessaire de cet Occident décadent. La perception de l'Occident est tellement négative qu'il est impossible que ce type de société puisse prétendre inspirer les pays du Maghreb. Pis encore, cette société a perdu son âme en se déchristianisant. L'occidentalisation serait donc un processus qui menacerait directement l'islam. Or pour l'auteur, les gouvernements sont complices puisqu'ils cèdent aux sirènes occidentales. Volonté de revenir à l'application de la Charia et contestation des gouvernements en place vont donc clairement de pair chez les islamistes.

b) Un autre monde possible

Le réveil islamiste se nourrit également de nombreux exemples internationaux. Les islamistes s'appuient dans leurs démonstrations sur les pays où l'islam est conquérant afin de prouver le bien-fondé du retour aux valeurs originelles et la viabilité de cette alternative au système de valeur occidental.

Il s'agit tout d'abord de la réussite de la révolution islamique en Iran en 1979. Pourtant fortement occidentalisé sous le règne du Shah, l'établissement de la République Islamique montre que le retour aux valeurs originelles du Coran reste toujours possible et peut tenir durablement de ligne directrice. Le pays revient même tout doucement dans le concert des nations pourtant après de très longues et dures années d'ostracisme. Il s'agit également de la victoire militaire des Moudjahidins afghans sur les envahisseurs soviétiques. Cette aura a été propagée par les « Afghans » dont nombre étaient originaires du Maghreb et qui ont, une fois revenus en Afrique de Nord, constitué les noyaux durs des groupes armés. Leur prestige est d'autant plus grand que le régime taliban, considéré par une frange comme l'émanation des forces victorieuses, a été chassé par les forces coalisées occidentales.

² Alexandre del Valle.

³ le Point du 14 novembre 2003 n°1626.

2. Le problème israélo-palestinien

Le conflit israélo-palestinien est très largement instrumentalisé sur un double niveau par tous les groupes islamistes. L'intifada et la résistance palestinienne permettent aux islamistes d'illustrer la capacité d'union autour d'une cause, de rassembler autour des « martyrs ». L'islamisme devient le catalyseur, le ciment, le porte-drapeau de toutes les espérances. Il est la démonstration même des possibilités illimitées du militantisme puisque Israël est incapable de l'éradiquer. L'exemple palestinien permet de motiver pour un engagement fort voire radical. Une lecture internationale est le deuxième axe d'analyse. Les islamistes stigmatisent l'attitude partielle de l'Occident, arguant de son parti pris dans la résolution des conflits du Moyen-Orient. Ils lui reprochent un interventionnisme permanent comme en Irak, alors même que le conflit israélo-palestinien ne fait l'objet d'aucune réelle pression sur Israël. Les islamistes se servent donc de cette situation comme de l'exemple parfait de la duplicité de l'Occident à l'égard des pays musulmans, jetant l'opprobre en parallèle sur ces gouvernements qui, par leur silence, se montrent complices. Ce ne sont pas les quelques offensives diplomatiques, la saisine du tribunal pénal international de La Haye sur le mur de séparation qui mettra fin au jugement porté par les islamistes et à l'instrumentalisation de ce conflit pour rassembler contre l'Occident et tous ceux qui seraient tentés de collaborer avec lui.

3. Le problème irakien

La deuxième guerre du Golfe joue le rôle d'épouvantail. Une nouvelle fois, pour les islamistes, un pays occidental n'hésite pas à intervenir militairement dans un pays musulman, l'écrasant par sa supériorité et sans que les pays « frères » ne réagissent en communauté. La conclusion est claire pour les islamistes. Quel sera le prochain pays ? Le seul remède pour ces mouvements est, une nouvelle fois, le retour à la charia qui seul rendra la force aux nations et la cohésion entre pays musulmans qui leur fait si cruellement défaut.

4. L'influence de la nébuleuse Al-Qaeda.

Un fort courant traverse les pays du Maghreb et la « victoire » remporté par Ben Laden contre les Etats-Unis lors de l'attentat du 11 septembre 2001 a suscité un réveil évident des islamistes les plus durs et déterminés. Al Qaeda n'est pas, semble-t-il, présent sous la forme de cellules terroristes directement actives. Cette organisation agit plutôt sous la forme de commanditaire ou fournit un soutien logistique aux groupuscules nationaux. En retour, les

extrémistes maghrébins sont une source de recrutement. Les deux assassins du Commandant Massoud seraient ainsi de nationalité tunisienne. Les liens qui existent entre les islamistes et la nébuleuse Al-Qaeda sont indiscutables. L'attentat contre la synagogue de Djerba en Tunisie qui a fait 19 morts le 11 avril 2002, en est une des illustrations les plus violentes. Les arrestations opérées au Maroc en mai 2002 d'islamistes ont également permis de déjouer des attentats planifiés contre des bâtiments de l'US Navy dans le détroit de Gibraltar ou contre des touristes étrangers à Marrakech. Il est évident que l'Algérie n'échappe pas à cette influence. Ainsi des contacts entre le FIS et Ben Laden ont existé, des membres importants de cette organisation ont combattu en Afghanistan. Le GIA, puis par la suite le GSPC, servent de relais.

Les facteurs sur lesquels l'islamisme s'est développé sont donc nombreux. Qu'ils soient endogènes ou exogènes, nous pouvons constater que ces facteurs se retrouvent dans chacun des trois pays du Maghreb étudiés, avec certes des niveaux d'intensité différents. Il n'en reste pas moins qu'ils contribuent par leur force et leur permanence à l'enracinement et au développement de l'islamisme dans une partie des populations. L'islamisme prend par là même une dimension menaçante pour ces gouvernements puisque à la volonté réformatrice de ces mouvements s'agrègent une influence certaine dans la population. Cependant, ces mouvements sont-ils en mesure de donner vie au projet islamique ? Quelle est donc la crédibilité de la menace ? Répondre à ces interrogations revient à se pencher sur l'unité de l'islamisme.

II. L'islamisme, une unité de façade

L'application littérale et universelle du Coran constitue le socle de l'islamisme. Sa force réside ainsi dans cette communauté qui transcende les frontières. Or la réalité contredit cette idée au point que le courant islamiste ne représente pas, en ce sens, une menace pour les gouvernements. Il n'y a pas en effet d'identité de vue entre les différents islamismes tant leur

développement a été marqué par les frontières. La diversité des mouvements au sein d'un même pays amplifie cette faiblesse.

A. Une apparente unité sur un socle unique

1. Un socle commun

L'islamisme se traduit par une référence permanente et directe aux textes sacrés. Cela inclut bien évidemment le Coran, le socle, mais également les Hadith, relation des faits et gestes du Prophète, et enfin les commentaires de ces différents textes par les « docteurs de la loi » que sont les Oulémas. Cette vision conduit à la notion de « communauté islamique », essentielle aux yeux des islamistes, et surtout à l'âge d'or de l'Umma, la communauté islamique originelle. Ce creuset commun auquel aspirent les croyants transcende donc les frontières.

De prime abord, l'islamisme maghrébin pourrait tirer sa force de cette unité. Elle serait d'autant plus forte que l'enracinement de l'islam au Maghreb date du milieu du 7^{ème} siècle. Auréolé de cette légitimité historique, l'islamisme s'imposerait donc irrésistiblement aux musulmans face à des gouvernements décrédibilisés par leur conduite des affaires de la nation. Plusieurs autres facteurs jouent un rôle amplificateur dans cette communauté de destins. La majorité des musulmans de ces pays sont de confession sunnite. De même, bon nombre de prédicateurs ou d'Imams sont souvent de mouvances proches de celle des Frères Musulmans. Surtout, les thèmes abordés, la phraséologie, les arguments développés pour lutter contre les méfaits du modernisme et « l'influence décadente de l'Occident » sont identiques.

2. Le particularisme de l'islam maghrébin

De nombreux points communs dans la pratique de l'islam dans ces pays existent qui auraient pu néanmoins inciter à craindre un islamisme transfrontalier. C'est tout d'abord le culte des saints appelés marabouts, dont restent les nombreux tombeaux à coupole blanche, puis les confréries religieuses comme le mouvement Soufi que l'on retrouve dans tout le Maghreb. Les Oulémas « docteurs de la loi » de ces différents pays, ont tous tenté de revenir à une vision plus « orthodoxe » de l'islam. Les gouvernements nés de la décolonisation ainsi que les islamistes ont eux aussi tenté de lutter contre ces « superstitions rétrogrades ». C'est ensuite, autre point commun à ces trois pays, la perte d'influence de ces mêmes Oulémas.

Ceux ci ont été impliqués dans la vie politique au lendemain de la décolonisation par des gouvernements soucieux de rassembler leurs citoyens. La critique des gouvernements a donc tout naturellement touché ceux qui ont paru les cautionner. Les Oulémas ont rapidement été débordés par les islamistes, y compris dans le domaine de l'interprétation des textes. Cette ré appropriation des textes dans un sens plus moderniste, qui utilise des thèmes et un langage plus accessibles, à l'instar de l'école de Frères musulmans, par les islamistes est une autre constante propre à ces trois pays.

Pourtant cette unité n'est qu'une façade et il ne faut pas se laisser leurrer par la communauté d'argumentation et la thématique récurrente. En effet l'islamisme n'a jamais pu, malgré cet ancrage très fort du mythe du grand rassemblement de la communauté islamique originelle dans la culture musulmane, dépasser le fait national, même limité à la seule communauté maghrébine. Cela tient essentiellement aux particularismes qui découlent de l'histoire de chacun de ces trois pays. Mais ces particularismes sont si importants, si ancrés mêmes que l'Umma ne représente guère aujourd'hui une menace pour la pérennité de ces trois nations.

B. Une situation historique différente

Bien que prétendant établir ou rétablir l'Umma comme l'illustre la rhétorique des islamistes, il n'est guère possible de trouver une véritable unité entre ces trois pays. L'islamisme s'est, en effet, développé de façon fort différente selon ces pays. Deux raisons à cela. La première est d'ordre purement culturelle, la deuxième tient à la manière dont chacun des Etats a accueilli l'islam et la place qu'il comptait lui donner.

1. Le particularisme marocain

Le Maroc occupe une place toute particulière dans la relation entre Etat et islam. Cela tient essentiellement à la prééminence de la figure royale à la fois dans la Constitution et le champ politique et à l'imbrication très étroite entre légitimité politique et légitimité religieuse, à l'image de la devise du pays « Dieu, la Patrie, le Roi ». Le Roi est, dans ce pays, le « commandeur des croyants ». L'islam, religion d'Etat (article 6), est de ce fait institutionnalisé au travers du contrôle des Ulémas et prêcheurs qui sont d'ailleurs des fonctionnaires ou par le quadrillage du territoire au travers des mosquées et autres lieux de culte.

Cette double responsabilité du Roi permet sans doute de mieux comprendre pourquoi l'islamisme semble ou a semblé pendant longtemps mieux canalisé qu'ailleurs, même si cela n'a pas évité les attentats de 2003. Il est en effet délicat ou difficile dans ce contexte d'avoir une attitude très offensive sur la pratique ou la place de l'islam dans la société. Une critique virulente, même politique, s'opposera en effet immédiatement au Roi et à sa position de commandeur des croyants. Le Roi a ainsi menacé de faire usage en 1981 de son pouvoir d'excommunication à l'encontre de quinze députés socialistes qui refusaient de voter dans le sens qu'il désirait. Opposition politique ou opposition religieuse, la frontière n'est donc pas nette. Dans le même temps, cette double responsabilité qui incombe au Roi lui permet d'influer directement sur l'interprétation des textes. Les conséquences sur la place de l'islam dans le champ politique sont réelles. Elle diffère donc très largement de celle de l'islam dans les deux autres pays où les prédicateurs peuvent plus librement interpréter à leur convenance les textes.

2. Algérie, Tunisie, un accueil et une place différente pour l'islamisme

Dès la décolonisation, le développement de l'islamisme au sein de chacun des trois pays s'est effectué de manière fort différente. Outre la place particulière de l'islam au Maroc, chacun de ces pays a d'une manière ou d'une autre été acteur ou spectateur de la montée en puissance de l'islamisme. Acteur en accompagnant celui-ci, en l'aiguillonnant ou en le réprimant, mais aussi spectateur impuissant ou aveugle. Les gouvernements sont bien souvent, pendant la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, passé par l'une ou l'autre de ces phases. De ces attitudes découle aujourd'hui la place qu'occupent les mouvements islamistes.

a) Vers les échecs de l'instrumentalisation algérienne

En Algérie, l'islamisme qui se présentait sous une forme relativement bénigne après la décolonisation, a été instrumentalisé par le pouvoir pour lutter contre les aspirations d'une partie de la population algérienne. Il s'agissait de lutter contre cette frange fortement occidentalisée pendant la période française et qui appelait de tous ses vœux un système politique plus démocratique et un système social plus libéral. Perçue comme une réaction sentimentale contre l'influence culturelle française et comme un retour aux racines, la politique d'arabisation voulue par Ben Bella était surtout lourde d'avantages pour un groupe comme le FLN puisque la civilisation islamique n'a jamais généré de régime démocratique. Le gouvernement a donc fait appel à des enseignants qui vinrent par milliers d'Egypte.

Nombre d'entre eux appartenaient à la mouvance islamiste des Frères Musulmans alors persécutée par le régime du président Nasser. Tout naturellement l'islam fut proclamé religion d'Etat en 1976. Le président Chadli poursuivit cette réislamisation de la société avec en particulier le code de la famille et surtout la multiplication de mosquées qui rapidement échappèrent à tout contrôle. Suite à la faillite du projet de société du FLN, l'Etat consentit à légaliser le multipartisme en 1989 et à organiser des élections libres. Le FIS est créé le 21 mars 1989. Il remporte les élections locales de la même année avec près de 53% des suffrages. La menace de victoire aux élections législatives de 1991 pousse le pouvoir à reporter les élections puis à annuler le deuxième tour en janvier 1992. La guerre civile peut commencer.

b) L'ambiguïté tunisienne

La Tunisie, quant à elle, se distingue par le rejet de l'identité arabe et du communautarisme musulman pourtant très ancré dans la culture de la population. Le MTI, Mouvement de la Tendance Islamiste, qui naquit au début des années 70, est sorti de l'ombre au début des années 80 lorsque Habib Bourguiba a recherché le moyen de s'opposer aux mouvements gauchistes de plus en plus virulents dans les universités. Cependant le MTI a revendiqué rapidement un plus grand rôle dans la vie politique qui allait de pair avec une relative démocratisation de la vie politique. Le pouvoir refuse alors de légaliser le parti intégriste alors même que ses candidats sous le sigle « indépendants » ont remporté 14% des suffrages (30% dans Tunis) aux élections législatives de 1989. L'attaque d'une permanence du parti au pouvoir déclencherà la répression. Depuis 1990 près de 8000 intégristes auraient été convoqués par la justice et condamnés à des degrés divers, 2000 à 3000 seraient en prison. Les Tunisiens, profondément marqués par la politique laïque du président Bourguiba et effrayés par la guerre civile en Algérie ferment toujours les yeux sur cette politique répressive. Les signes visibles de la présence islamiste ont disparu. Plus vraisemblablement, les réseaux dormant existent toujours.

La place de l'islamisme en Tunisie est également conditionné par une approche originale de son histoire, contrairement aux deux autres pays. En effet, l'arabité est considéré comme une culture et non comme une race. Les Tunisiens font ainsi un travail de ré appropriation de leur histoire qui ne surestime pas la période arabo-musulmane. Les élites tunisiennes revendiquent l'intégralité de leur passé, et en tout premier lieu Carthage qui est le nom de la présidence et de l'aéroport international de Tunis. Il n'est pas sans conséquences que Carthage fut fondée par une femme, Elissa ou Didon, bien loin de l'image de la femme

soumise du Coran. De la même manière, le passé romain, très présent ne serait ce qu'architecturalement, est souvent évoqué.

De ce rapport permanent entre gouvernement et mouvance islamiste est née une immense ambiguïté. Tour à tour courtisé et rejeté, l'islamisme occupe une place variable selon les pays. Aussi, ces particularismes affaiblissent d'autant les perspectives d'un véritable mouvement de fond vers l'établissement de l'Umma. A défaut, l'islamisme national peut-il alors représenter une force crédible ?

C. Un islamisme interne divisé

L'islamisme au sein du Maghreb est fortement conditionné par les frontières géographiques et se présente sous des formes spécifiques à chacun des trois pays. S'il ne peut donc tirer sa force d'un hypothétique établissement de l'umma, le fait il d'une unité interne à chacun de ces nations ? La réalité de ces mouvements nous montre qu'il n'en est rien et que ceux ci sont aujourd'hui affaiblis par une réelle division.

1. Le Maroc et l'islamisme

Malgré la position particulière du Maroc où le Roi est le « commandeur des croyants », cette diversité des mouvements et organisations liés à l'islamisme est réelle. Ils peuvent être regroupés en quatre familles. Ce sont les confréries comme celle de Bûchichiya, mais également les associations islamiques apostoliques comme Al-tabligh wa ad-da'wa. Le projet officiellement apolitique de cette dernière est tourné essentiellement vers l'éducation, il pourrait pourtant mener à la contestation politique. Nous trouvons également les oulémas contestataires qui haranguent les foules lors du prêche du vendredi. Ils sont en rupture par rapport aux recommandations du ministre des Awqaf et des affaires islamiques. Ce sont enfin et surtout les associations islamiques au sens strict du terme. Ces dernières sont au nombre de trois.

Ac-Chabiba al-Islamiya, Al-is wa at-tajdid et Al-'dl wa al-Ihsan représentent les trois associations les plus organisées d'opposition. Elles sont pourtant divisées. Cette absence d'unité a pour origine en premier lieu des sources antagonistes : le salafisme wahhabite et le

soufisme sunnite. Abdeslam Yassine, leader très présent dans l'histoire de la contestation au Maroc, dirige le mouvement Al-'adl wa al-Ihsan (Justice et Bienfaisance). Ces mouvements ont connu des évolutions dans leur ligne d'action. Ainsi Ac-Chabiba al-Islamiya a renoncé, du moins officiellement, à la ligne révolutionnaire, la clandestinité et la violence et a pris un nouveau nom Al-Jamâa al Islamiya. Le mouvement Al-is wa at-tajdid a également perdu sa dimension révolutionnaire suite au rapprochement consacré en 1996 avec le MPCD (Mouvement Populaire Constitutionnel et Démocratique), pour devenir une association légaliste. L'association de Yassine est en revanche beaucoup plus virulente. Elle prône certes, à l'instar des autres, l'islamisme apostolique mais également et surtout l'exclusion et le djihad contre les faux musulmans de l'intérieur. Education et contestation politique sont mises en parallèle. Ce mouvement cherche également à unifier toutes les mouvances islamistes, dont la diversité est une source de faiblesse évidente. Dernier acteur, qui bénéficie d'une image plus modérée, l'organisation Al Islah wa Attawhid (Réforme et unicité). Cet organisme est à l'origine du Parti de la justice et du développement (PJD), parti islamiste toléré par le pouvoir.

Des groupuscules armés, mais aux capacités de nuisances évidentes, viennent enfin s'ajouter à cette longue liste comme « le Combat salafiste » qui compterait quelques trois cents militants clandestins ou le Al Hijra wa Attakfir.

2. L'Algérie et l'islamisme

La mouvance islamique en Algérie se divise en de nombreux partis et groupes armés. Parmi les partis, le plus connu est le FIS (Front islamique du salut) créé en février 1989, interdit et dissous en 1992. Ses fondateurs, Abassi Madani et Ali Benhadj ont été emprisonnés pendant douze ans. Ce parti n'est pas encore aujourd'hui réhabilité. Le Mouvement pour la réforme nationale (MRN) est de ce fait la deuxième force politique du pays après le FLN au parlement et a vu le jour en 1999. Sous la présidence de son fondateur, Abdallah Djaballah, ce parti rencontrerait un succès croissant auprès des électeurs. Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) est dirigé, lui, par Bouguera Soltani. C'est un parti proche des Saoudiens et il est considéré comme un acteur modéré. Il détient lui aussi plusieurs sièges au parlement. Le Mouvement de la renaissance islamique (MRI) est une organisation confessionnelle qui se réclame de la mouvance des Frères musulmans égyptiens. Son président est Saad Guetty. Il y a ensuite le parti de « Fidélité et justice » (Wafa) de Ahmed Taleb Ibrahim, fondé en 1999 et interdit en 2000 par le gouvernement. Son fondateur, ancien ministre, mène toujours campagne pour fédérer autour de son nom les suffrages du FIS et déçus des autres

Commentaire [c1] : A été interdit

organisations pour les élections présidentielles de 2004. Nous trouvons enfin le Rassemblement arabe-islamique (RAI) légalisé en 1990 et dirigé aujourd'hui par Laid Grine.

A côté de ces nombreux partis se trouvent les groupes armés islamiques. Il y a tout d'abord l'Armée islamique du salut (AIS), bras armé du FIS, fondé en 1994 et qui a été officiellement dissoute en janvier 2000 dans le cadre de la loi sur la concorde civile. Le GIA (Groupes islamistes armés) est une formation ultra-radical fondée en 1990. Elle serait encore active tout comme le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) créé en 1996. Elles visent toutes deux au renversement du gouvernement algérien et à l'imposition d'une théocratie fondamentaliste musulmane. Ce dernier groupe entretiendrait également des liaisons avec le réseau d'Al-Qaeda. Enfin, créé en 1994 par des dissidents du GIA, le Front islamique du Djihad armé (FIDA), groupuscule dont les principaux chefs ont été rapidement éliminés.

L'Algérie connaît donc également la même division au sein du mouvement islamique, mais celle-ci se trouve amplifiée par la longue guerre civile que le pays a traversé. Le FIS est victime de son engagement dans la lutte armée et il ne peut plus véritablement prétendre être une alternative au pouvoir en place. Beaucoup de ses sympathisants ont rejoint des partis islamiques légalistes comme le Hamas, aujourd'hui dénommé le MSP ou Al-Nahda.

3. La Tunisie et l'islamisme

Deux principaux mouvements sont présents en Tunisie. Le premier est le MTI qui a commencé à se développer au début des années 70, organisé à l'image des Frères Musulmans. Il a donc gardé une certaine clandestinité dans son mode d'organisation. Le deuxième mouvement est l'antenne tunisienne du Parti de la Libération Islamiste (PLI) dont le mode d'action privilégierait le putsch pour la prise du pouvoir. Des groupuscules existent et ont été mis en avant suite aux différents attentats. Il s'agit, entre autres, de Jamaat el-Mouqouama el-Islamiya el-Tunisiya, autrement dit le Groupe de la résistance islamique tunisien (GRIT) qui œuvrerait pour l'atteinte de ses objectifs par la lutte armée et le terrorisme contre l'Occident.

Ce tour d'horizon des mouvements islamistes montre bien que ceux-ci sont extrêmement divisés y compris au sein d'une même nation. L'apparente communauté de ton ou de rhétorique cache mal de profondes divergences. L'islamisme porte donc en lui les

germes de sa propre faiblesse. Le cas du FIS, qui faillit prendre démocratiquement le pouvoir apparaît ici comme une exception. Aujourd'hui, aucune mouvance ne semble en mesure de représenter une menace pour l'un ou l'autre des gouvernements de ces Etats, faute d'une volonté unique.

D. Repoussoirs de l'islamisme

Au delà de la division qui règne entre les mouvements islamistes, l'attitude de la population et des gouvernements vis-à-vis de l'islamisme est également conditionnée négativement par les événements extérieurs. La guerre civile algérienne et les attentats du 11 septembre sont les plus marquants.

Longtemps, les pays du Maghreb ont connu une histoire relativement parallèle, ne serait-ce que la décolonisation. Le regard que les populations peuvent porter les unes sur les autres est donc important. Dans ce contexte, la guerre civile qui a ensanglanté l'Algérie pendant dix ans représente un véritable repoussoir. Ainsi, l'inquiétude de la Tunisie et sa réaction vis-à-vis des islamistes est aussi une conséquence de la proximité de son turbulent voisin. Cela est d'autant plus vrai que lorsque le FIS a été reconnu par les autorités algériennes, les islamistes tunisiens ont trouvé là un soutien moral, financier et logistique important. L'appréhension de la Tunisie s'est trouvée renforcée par quelques tentatives d'intrusions de commandos islamistes algériens. Mais surtout la crainte était de voir le projet islamique prendre le pouvoir puisque l'Umma ne reconnaît pas l'existence des frontières géographiques. La population a, quant à elle, été beaucoup plus sensible à ces massacres perpétrés au nom de la foi.

Il serait tentant de dire que les attentats du 11 septembre 2001 ont servi également d'épouvantail par le degré d'horreur atteint dans le terrorisme. Cette vision est cependant très occidentale, d'autant que le pays frappé, les Etats-Unis, ne bénéficie guère d'un capital de sympathie ou d'indulgence. Tout au plus est-il raisonnable de penser que seule une frange de la population a pris conscience de la démesure terroriste islamique. Néanmoins, la vague de terrorisme qui a accompagné le 11 septembre sur le sol même de ces pays a été durement ressentie. Ce sont, entre autres, les attentats de Djerba ou de Casablanca. Les Marocains ou les Tunisiens se croyaient à l'abri de cette terreur aveugle. Or les attentats leur ont montré que l'islamisme pouvait aussi s'attaquer à d'autres musulmans. Dans cette perspective, la volonté de frapper aveuglément est la même. Le nombre de tués est certes incomparable, plus de trois

mille dans les tours pour quarante trois à Casablanca, mais cela ne résulte en fin de compte que d'une différence de moyens et non de motivation. Casablanca fut véritablement un choc pour le Maroc qui se croyait à l'abri et qui pensait avoir dépassé depuis longtemps ce stade de la barbarie.

L'islamisme ne paraît donc guère représenter une menace pour les gouvernements dans le sens où il apparaît trop divisé, au sens de l'Umma ou simplement en interne à chaque nation, pour prétendre accéder au pouvoir. De surcroît, les actes violents des mouvements les plus durs agissent comme de véritables épouvantails. Néanmoins, au delà de ce constat rassurant, l'islamisme a-t-il réellement atteint son stade de maturité ? Compte tenu de la prise de conscience par les différents gouvernements de l'existence des facteurs de croissance et de la menace diffuse que représente l'islamisme, mènent-ils les politiques adéquates pour limiter l'efficacité de ces facteurs, voire pour les éradiquer ? L'islamisme est-il finalement, face à cette prise de conscience, condamné à être contenu ou représente-t-il au contraire une menace en devenir ?

III. L'islamisme, une hydre qui n'attend que son heure

Les gouvernements actuels des trois pays étudiés ont tous pris conscience des facteurs clefs du développement de l'islamisme sur leur sol. Pourtant il ne cesse d'améliorer l'efficacité de son organisation. L'étude des solutions qui s'offrent à ces Etats pour lutter contre les facteurs de croissance ainsi que celle de la réalité des politiques déjà mises en œuvre montre que la volonté affichée de lutter n'est guère efficacement traduite sur le terrain, laissant la menace islamique toujours plus vivace.

A. L'islamisme, une force qui affûte ses armes

1. Une organisation efficace

Le mouvement islamiste dans sa globalité se distingue par sa très bonne organisation, ses structures bien implantées au travers de l'ensemble du tissu social (surtout auprès des plus démunis) et sa hiérarchisation. Cela lui permet de relayer avec beaucoup de force sa rhétorique. Il sait, en particulier, avec une grande efficacité, jeter l'anathème sur le pouvoir politique sur le double plan de l'idéologie et de la pratique sociologique en utilisant des slogans comme « al-hakimiya lillab » (la souveraineté appartient à Dieu). L'impact de cette communication est amplifié par l'absence de contre poids ou d'alternatives à ces mouvements. Le cas de l'Algérie est exemplaire ; les structures politiques et administratives n'ont plus de relais, l'UGTA, le puissant syndicat d'hier n'est plus écouté, les partis sont dévalorisés.

Le plus difficile pour les Etats dans leur lutte est certainement la manière dont les islamistes, en dehors des plus violents, procèdent. La rhétorique est extrêmement bien rodée et très bien appuyée sur le Coran. Contrairement aux idées reçues, les prédicateurs, les animateurs de ces mouvements n'appartiennent pas aux classes les plus défavorisées, mais bien à un milieu éduqué voire érudit. Le livre de Nadia Yassine est révélateur du discours tenu. Les musulmans ne doivent pas rejeter la modernité ni la détruire, mais l'appriivoiser et l'islamiser afin de pouvoir redonner le message libérateur de l'islam. Enfin, seul le rejet de la culture occidentale et la place centrale du Coran permettront d'atteindre l'équilibre entre la matière et l'esprit. Pourtant ce raisonnement cache l'essentiel. Il y a finalement confusion entre le Coran et la Charia. Appriivoiser la modernité ne passe paradoxalement jamais chez les islamistes par la remise en question des acquis des Anciens, bons par nature, et donc des règles déjà établies parmi lesquelles le statut de la femme. La seule réelle modernité, et sans nul doute la plus dangereuse pour les Etats du Maghreb est de prendre le pouvoir par des voies démocratiques et sans violence pour pouvoir, ensuite, rétablir une société islamique

2. L'occupation de espaces libres

La force de l'islamisme est sa diffusion tout azimut, souvent discrète mais toujours effectuée de manière systématique sur un terrain souvent vierge. Ainsi, suite à une déclaration du Roi en faveur d'une modification des statuts de la femme, le 12 mars 2000, le Maroc

moderniste déçante. En quelques jours les islamistes mobilisent des centaines de milliers d'entre eux pour manifester contre la révision de la Moudawana. De fait apparaît au grand jour vingt ans de militantisme de ces mouvements islamistes au sein de ces quartiers populaires délaissés par l'Etat et les partis politiques. Ils distribuent de la nourriture, des couvertures, organisent des cours d'alphabétisation des femmes, envoient les enfants en colonies de vacances...Le discours islamiste appuie donc cette action sociale. L'association de Yassine est un excellent exemple. Elle est de mieux en mieux structurée, comprend des dizaines de milliers de membres et d'associations caritatives et éducatives. Elle offre un visage moderne, tolérant de l'islamisme, alors même que le fondement reste rétrograde : « l'islamisme doit veiller à produire une opinion islamique par la réhabilitation de l'islam primitif comme seule réalisation historique de l'islam et comme seul modèle normatif de l'Etat » Yassine.

3. Par le bas ou par le haut ?

Deux conceptions s'opposent. La première est la diffusion de l'islamisme par le « bas », par une diffusion rampante, tout azimut mais efficace au sein de la population avec un grignotage sur le terrain. La deuxième est l'établissement de la Charia par le « haut », par la prise du pouvoir, légale ou non, par un mouvement islamiste qui modifierait en conséquence les lois.

Les conséquences de la guerre civile en Algérie font que les mouvements islamistes privilégient aujourd'hui une certaine discrétion. C'est également le cas au Maroc où les responsables du PJD sont conscients que plus ils seront visibles, plus leur marge de manœuvre sera étroite. Pour ce parti qui a choisi la légalité, l'essentiel est d'amener progressivement de plus en plus de marocains à réclamer des lois qui observent strictement les canons de l'islam. Il estime avoir le temps pour lui. La tâche du pouvoir marocain n'est pas facile : il doit poursuivre la modernisation du pays sans s'aliéner une majorité de la population très religieuse et conservatrice. Ainsi malgré les attentats de Casablanca, les faits sont têtus. Dans cette ville, où du fait de la pauvreté fleurit l'islamisme, le PJD a raflé 16 sièges, il n'a pourtant présenté des candidats que dans la moitié des circonscriptions !

B. Le défi lancé aux gouvernements

Le défi lancé aux gouvernements est de taille. Répondre aux aspirations de la population qui recherche une plus grande pluralité d'expression politique et un meilleur niveau de vie, n'est guère aisé. Les islamistes promettant, eux, l'un et l'autre, quelle doit donc être la priorité ?

1. Liberté politique sans prospérité: libérer sans soigner

Les gouvernements doivent-ils songer avant tout à développer la démocratie au risque d'offrir aux islamistes la victoire politique ? Les réponses données par les gouvernements actuels ne vont pas dans ce sens.

Suite aux attentats de Casablanca, le Royaume du Maroc a hésité entre plusieurs options. Soit la fermeté en réprimant sans hésitations et en ratissant large quitte à mettre à mal les avancées dans le domaine des libertés publiques, soit garder le cap en menant de front la modernisation de la société et refuser de mettre en attente la difficile démocratisation du pays. Une certaine fermeté a été retenue. De fait, dix des trente neuf membres de la Salafia djihadia (le combat salafiste) ont été condamnés à mort pour des meurtres commis l'an dernier. Dans le même temps étaient jugés des membres d'une autre organisation intégriste, le AL Hijra wa Attkfir.

La question du retour de l'islamisme dans la vie politique de l'Algérie est encore plus délicate pour plusieurs raisons. La première tient à la position de l'Etat et au Président Bouteflika. Celui-ci est en effet confronté à deux défis vis-à-vis de l'islamisme : idéologique et politique. La défaite militaire ne signifie aucunement que leur vision du monde n'a plus d'emprise sur la société. Le président Bouteflika le reconnaît implicitement par le rappel récurrent de l'ancrage de l'Algérie dans l'espace et les valeurs arabo-musulmanes ou sa prudence dans les réformes de la société civile. Sur le plan politique, la réhabilitation du FIS ne paraît guère crédible. Pourtant, elle pourrait faire l'objet d'un marchandage sur la reddition des groupuscules armés dissidents de l'AIS ou pour marginaliser encore plus les extrémistes. Plus vraisemblablement, le courant islamiste pourrait connaître un nouvel essor compte tenu aux élections à venir. La surenchère en vue de les séduire pourrait leur procurer de nouvelles tribunes. La deuxième tient à la frilosité des gouvernants sur les réformes à appliquer.

Or, en Algérie, il ne faut pas écarter l'hypothèse d'un raz de marée du courant islamiste lors des élections présidentielles d'avril 2004. Le paysage politique est en effet très éclaté. La toute puissance du FLN est écornée par ses dissensions internes et par celle avec le

Président Bouteflika. Le RND s'affiche également comme le chantre du nationalisme qui était auparavant l'apanage du seul FLN. Les démocrates sont, quant à eux, extrêmement divisés et sombrent dans une opposition systématique bien peu constructive. Seul le courant islamiste semble faire « sérieusement de la politique ». Ses capacités de mobilisation sont décuplées par la forte désaffection pour ce vote (50% des algériens se déclarent peu ou pas intéressés) du reste de la population, désabusée suite aux promesses non tenues sur l'amélioration de leur vie quotidienne et le bilan économique faible de la présidence de Bouteflika. L'interdiction faite aux dirigeants du FIS récemment libérés de ne pas faire de politique, ne les empêche guère de s'exprimer dans la presse, de faire des prêches dans les mosquées. Les cofondateurs du FIS sont donc loin d'être passifs et en appellent à une solution politique globale où le FIS aurait bien évidemment sa place. Certes, tout ceci n'augure pas d'un retour sur le plan légal du FIS. Il n'en reste pas moins que ce travail de longue haleine auprès des opinions montre que le FIS a bien l'intention de rester ou de redevenir un acteur incontournable en tant que réalité sociologique. De plus les tentatives d'union des mouvements islamistes dans la perspective des prochaines élections sont bien réelles. Ainsi Bouguera Soltani du Mouvement de la société pour la paix (MSP, ex-Hamas) propose une union de toutes les formations intégristes.

2. Prospérité sans liberté politique : soigner sans libérer

Il s'agit de lutter contre les fléaux sociaux que sont la pauvreté, le chômage, contre ce qui constitue en définitive l'un des terrains les plus favorables au développement de l'islamisme, sans pour autant démocratiser la vie politique. C'est la ligne que semblent vouloir suivre les gouvernements en place.

Il faut noter que la démocratie n'est pas véritablement une attente de la part de la population, elle est plutôt une donnée d'intellectuels. La population est beaucoup plus attentive aux notions de justice sociale et de prospérité économique, du moins tant que cette dernière n'est pas réalisée. Cette remarque va dans le sens de la polémique qui s'est déclarée lors de la visite du Président Chirac en Tunisie le 5 décembre 2003 pour le sommet 5+5 où il a déclaré que le premier des droits de l'homme consistait avant tout à pouvoir se nourrir, se vêtir, envoyer ses enfants à l'école. Effectivement, la Tunisie a choisi de ne pas démocratiser la vie politique au même rythme que se développe son économie. Les résultats sont là, le pays a le plus haut niveau de vie du Maghreb, un taux de croissance moyen depuis 1987 de 4%. Le décret « 26/26 » ou Fonds national de solidarité, oblige les chefs d'entreprise à verser régulièrement de l'argent pour développer les villages de l'intérieur. Ces bonnes

performances économiques ont certes été payées au prix fort en terme de démocratie. Elle veille également à ne pas laisser le champ libre aux islamistes en menant une gigantesque éradication des gourbis, logements insalubres, avec le relogement de près de 250 000 familles en dix ans. Cela passe également par la construction de routes, de raccordements à l'eau potable. Bref, par le souci d'une réelle mise à niveau sociale des plus démunis, en l'occurrence les plus sensibles aux sirènes des islamistes. La Tunisie joue enfin l'Europe contre l'islamisme. Elle a été la première du bassin Méditerranée à signer un accord d'association avec l'Europe des quinze en 1995 pour se renforcer économiquement, elle qui ne bénéficie pas comme ses voisins de richesses tirées des hydrocarbures.

Cette politique a cependant des limites. Il ne faudrait pas que la dérive sécuritaire du pouvoir tunisien sous la férule du président Ben Ali n'exaspère la population au point qu'elle en vienne à se tourner vers des structures clandestines ou vers les prêcheurs des mosquées. En effet, après les islamistes, les partis laïcs puis les différentes associations, syndicats, journaux ont été mis au pas. Se sont pourtant ces partis, cette société laïque qui sont les meilleurs appuis du gouvernement dans sa lutte contre les islamistes. Les milieux d'affaires s'en inquiètent, eux qui perçoivent qu'une administration trop tatillonne, un pays trop verrouillé, bride par la même l'innovation et les investissements étrangers. Des progrès sont cependant palpables aujourd'hui.

C. Une démarche globale impérative.

1. Une démarche simultanée

Les problèmes que connaissent les sociétés maghrébines sont difficilement réglables sur le court terme et nécessitent toute une combinaison de remèdes. Une réponse purement économique aux facteurs de développement de l'islamisme serait largement insuffisante. Les priorités du gouvernement du Maroc permettent d'illustrer cette nécessaire globalité et simultanéité des axes de lutte. Ainsi, face à l'absence d'emplois et de richesses qui requiert un travail très poussé pour le développement économique du pays, est venu s'ajouter l'éradication des bidonvilles. Le gouvernement s'attaque également au problème d'une scolarisation déficiente, aux injustices et à la corruption d'un système administratif et politique qui se réforme trop lentement.

Parallèlement, une partie de la population de ces pays a bien pris la mesure de la menace de l'islamisme et en particulier le poids qu'il acquiert au travers du vide associatif. Aujourd'hui, de nombreuses associations caritatives voient le jour pour venir en aide aux plus démunis. On voit ainsi se développer des associations apolitiques et dans le principe laïque qui ont pour but de pallier les déficiences de l'Etat dans les domaines sociaux ou d'occuper le terrain sur lequel prospère l'islamisme. Ceci est particulièrement vrai au Maroc.

2. L'éducation

La Tunisie est un excellent exemple dans le domaine de l'éducation. La réforme de l'enseignement a été entreprise dès 1989 pour que les lycées cessent de produire des intégristes. L'Etat a retiré des livres de classe leur contenu religieux archaïque et a cantonné la religion à des cours spécialisés donnés par des professeurs qualifiés. Cela passe également par l'ouverture de la fameuse université islamique Zitouna de Tunis où de nouvelles matières sont apparues comme des cours de droit romain. C'est enfin le bilinguisme avec l'enseignement de la langue française. La Tunisie, par la diffusion du savoir -toutes les filles sont scolarisées et plus de la moitié des étudiants sont des jeunes filles- change le visage de la société. Les femmes prennent de plus en plus de responsabilités. Le Maroc cherche à suivre sa trace.

3. La modernisation de la vie politique

Le 10 octobre 2003, le roi Mohamed VI a proclamé au nom de Dieu l'égalité dans le royaume entre l'homme et la femme. Cette réforme de la Moudawana, le code de la famille a été adoptée à l'unanimité par la chambre des députés le 16 janvier 2004. Elle établit l'égalité entre l'homme et la femme, une vraie révolution, et met fin à toute tutelle de l'homme : la femme pourra librement choisir son époux, demander le divorce, refuser la polygamie etc. Cette unité d'affichage ne doit pas masquer le fait que les islamistes se sont battus jusqu'au bout pour marquer leur opposition au travers du dépôt d'amendements par ailleurs toujours refusés. Ils ont ainsi bien montré que le régime en place était seul responsable de la rédaction du texte. Il était en effet guère possible de s'opposer à la volonté du Roi. Il reste cependant à voir comment cette loi sera appliquée et comment sera rédigé le Dalil (le guide à l'intention du juge).

La Tunisie a également lutté contre le voile islamique, ce « linceul noir » comme le qualifiait Bourguiba. Cette démarche toujours actuelle découle d'une lecture « intelligente » du Coran. C'est sur cette souplesse dans la lecture que repose le statut de la femme. Par exemple, Mahomet déclare dans le Coran « vous pouvez avoir plusieurs femmes, à condition d'être juste et équitable avec chacune d'entre elles. Mais vous ne le serez jamais ». S'appuyant sur cette exigence, la Tunisie a supprimé la polygamie.

Néanmoins, les gouvernements veillent à montrer que lutter contre les islamistes en réformant la société, en recherchant la prospérité économique et sa diffusion au sein de la société ne signifie pas qu'il faille nécessairement rejeter l'islam. Le cas tunisien le montre bien. Le président Ben Ali, pour faire barrage à l'islamisme pur et dur, veut éviter tout refoulement de la religion. L'islam est et reste religion d'Etat, les discours sont prononcés au nom du Miséricordieux. Il vient d'inaugurer une mosquée à Carthage, la première construite dans cette ville depuis la conquête de l'Islam.

4. De nouvelles formations politiques crédibles

Le pluralisme politique est encore aujourd'hui très limité, moins par le nombre de formations existantes que par leur manque de crédibilité. Face aux mouvements islamistes, l'émergence de nouvelles formations solides, actives et vierges de toute compromission est donc nécessaire.

Ce nouveau paysage politique ne manquera pas d'influer favorablement sur la perception des institutions par la population. Ainsi, en Algérie, les institutions manquent encore de crédit. L'assemblée populaire nationale (ANP), pluraliste, est très souvent dépouillée de ses prérogatives par le président Bouteflika. Le FLN, majoritaire à l'assemblée, ne fait plus partie de la coalition gouvernementale depuis le limogeage du premier ministre Ali Benflis, en mai 2003, et son remplacement par un homme issu du Rassemblement National Démocratique (RND), troisième force politique du pays. Enfin et surtout, en août 2003, la presse locale a fait état de l'instrumentalisation de l'appareil judiciaire au profit du chef de l'Etat. La perte de confiance dans les institutions ne permet guère d'être optimiste quant à l'attachement des Algériens au système actuel. L'opération de séduction menée par les islamistes s'en trouve renforcée.

5. La nécessaire fin du conflit israélo-arabe

La Tunisie est particulièrement sensibilisée au problème israélo-palestinien. Elle a accueilli l'OLP sur son sol de 1982 à 1995. Ce conflit, pour l'ensemble du Maghreb, apparaît encore aujourd'hui comme un frein au rapprochement avec l'Occident en général et avec l'Europe en particulier, dont la proximité pourrait être un élément moteur de développement. Cette remarque est finalement valable pour tous les conflits qui voient l'intervention d'un pays de culture occidentale : Irak, Afghanistan etc... Leur règlement permettrait à ces pays d'accélérer leur rapprochement sans risquer d'être accusé de renoncer à la solidarité arabe ou de « perdre leur âme ».

D. De la volonté à la réalité : une menace toujours plus vivace

Au delà de la prise de conscience par les gouvernements de la menace que représente l'islamisme et des axes de lutte décrit précédemment, se sont-ils donnés les moyens de le contrer efficacement sur le terrain ? La situation est contrastée selon les pays. Néanmoins la réponse n'est guère optimiste dans la mesure où le fossé est réel entre une volonté affichée et sa concrétisation.

1. Un réformisme économique et politique inconsistant

En Algérie, les aspirations sont fortes après les 100 000 morts et les promesses du président Bouteflika. Il a promis de réformer la justice, l'enseignement, l'administration, de réhabiliter le français, de s'attaquer à la corruption. Le chantier est immense, les attentes grandes et la déception à l'aune de l'espérance. Or ces dossiers sont restés lettre morte. Ainsi la réforme de l'enseignement est à peine commencée, l'analphabétisation serait même en hausse depuis plusieurs années selon l'UNDAF (organisation des Nations Unies pour la coopération et le développement) du fait de l'abandon par 500 000 élèves par an de toute scolarité. Les investissements sont restés minimes malgré des réserves de change de près de trente deux milliards de dollars. Les élections d'avril 2004 provoquent un gel de toutes les mesures douloureuses mais pourtant vitales. Le président Bouteflika ne s'est pas réellement attaqué aux problèmes endémiques de son pays. Un poignée d'Algériens, liés aux milieux politiques et militaires, s'enrichissent toujours grâce aux monopoles d'importation, le pays

manque cruellement d'un maillage d'entreprises créatrices d'emplois. La corruption, une administration fiscale tatillonne et l'absence de ligne politique claire restent des vérités. Enfin l'inefficacité de l'Etat était une nouvelle fois criante lors des tremblements de terre du 21 mai 2003.

La Tunisie et le Maroc sont plus avancés que l'Algérie dans ces domaines. Le Roi du Maroc semble représenter une réelle alternative à son père. Il lui faut cependant encore faire disparaître toutes les rigidités et la corruption pour sortir son pays de la menace rampante islamiste mais il paraît parfois encore bien isolé. La Tunisie, plus avancée économiquement doit, elle, veiller à assouplir son régime politique en parallèle à l'accroissement de sa richesse si elle ne veut pas laisser le terrain de la contestation aux seuls islamistes.

2. Une détermination politique insuffisante

L'islam est la religion d'Etat de chacun de ces pays. Il leur est certes difficile de lutter contre des mouvements qui s'appuient également sur le Coran. Cependant, cette ambiguïté est dangereuse, tout particulièrement lorsque les gouvernements en place tentent de s'attirer les faveurs des islamistes. Dans ce jeu du manipulateur et du manipulé, le gagnant n'est pas forcément le pouvoir, comme l'histoire de l'immédiat après colonisation et les échecs de l'instrumentalisation des mouvements islamistes l'ont montré.

L'Algérie a adopté en 1984 le code algérien, inspiré de la charia. Le président Bouteflika vient de créer une commission chargée de sa révision, alors même que la plupart des associations féminines réclament une abrogation pure et simple de ce code discriminatoire. Or, les quelques informations sur cette révision semblent indiquer que les articles sur la polygamie ou la répudiation ne seraient pas touchés. On le voit ici, la tentation de ne pas s'aliéner une frange de la population est bien présente. La question est de savoir si cette démarche n'est pas à courte vue. Il est pourtant peut être encore temps d'amorcer les réformes. Le recul du président Bouteflika lors du vote de l'assemblée interdisant toute importation d'alcool ou ses hésitations sur la réforme du code de la famille montrent bien le pouvoir de blocage des islamo-conservateurs, ainsi que la tentation de les ménager dans une perspective électoraliste. La libération des deux fondateurs du FIS peut être interprétée également comme la volonté de Bouteflika de s'attirer les votes des islamistes.

Les négociations au Maroc pour limiter la représentation des mouvements islamistes lors des élections municipales est inquiétante. Le gouvernement s'est certes offert une trêve à peu de frais mais ceci uniquement parce que le pouvoir politique est encore dans un rapport

de force qui lui est favorable. La volonté des islamistes de composer s'inscrit, elle, dans une stratégie de conquête. Le gouvernement saura-t-il profiter de ce répit pour réagir avant que ce rapport de force ne s'inverse ? Le doute demeure. La Tunisie semble, compte tenu de la faiblesse des mouvements et du contrôle exercé par l'Etat, être dans une position moins dangereuse. La vigilance reste cependant de mise.

Faiblesse des réformes économiques ou politiques, une détermination politique insuffisante ; les trois pays sont à des degrés divers concernés. Les gouvernements ne semblent pas, malgré la menace que fait planer l'islamisme, avoir renoncés à leurs vieux démons. Un travail en profondeur pour briser ce cercle vicieux qui permet à l'islamisme de toujours plus se renforcer est donc nécessaire. La prise de conscience ne suffit pas, une réelle rupture est nécessaire pour sortir leur pays de l'ornière islamiste. Dans ce panorama, seule la Tunisie semble être la mieux armée.

Conclusion

S'interroger sur l'islamisme et la menace qu'il fait peser sur les gouvernements, au travers des mouvements et partis qui s'en réclament, a permis d'étudier celui ci dans toutes ces facettes, même limité aux trois seuls pays du Maghreb retenus, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie.

La menace que fait peser l'islamisme sur les gouvernements tient en premier lieu au fait que les facteurs de développement sont nombreux. Les islamistes savent avec efficacité en tirer profit. Ces facteurs sont endogènes comme le chômage, l'analphabétisme, les difficultés sociales et économiques de toutes sortes. Ces mouvements se posent alors en alternative à un pouvoir en perte de crédibilité. Ce sont aussi des facteurs exogènes comme le conflit israélo-palestinien, ou des complexes forts vis-à-vis de l'Occident. Les islamistes savent par une rhétorique extrêmement bien rodée capitaliser ces frustrations. Véritable exutoire et programme politique, l'islamisme apparaît ainsi menaçant par sa faculté à proliférer sur ce terreau. Il est vrai que l'islamisme entendu comme l'établissement de l'Umma, cette communauté réunissant tous les musulmans et transcendant les frontières, demeure au stade

de la chimère. Sa division est en effet telle que cette hypothèse communautaire n'est pas crédible. Pis, au sein même de chaque nation, ces mouvements sont si divers que cette communauté n'existe même pas en interne. De ce point de vue, la menace islamiste ne nous paraît effectivement ni actuelle ni crédible puisque ces mouvements n'ont pas les moyens d'atteindre cet objectif de l'Umma.

Ce constat optimiste est cependant sans portée puisque l'islamisme doit être, aujourd'hui, considéré avant tout dans sa vraie nature, celle d'une force interne, d'un mouvement de fond au sein d'une nation. Et c'est bien ainsi que tous les gouvernements des pays étudiés le perçoivent. Ils ont en effet bien analysé les raisons du développement de l'islamisme. Bien plus, ils ont élaboré des mesures visant précisément à contrer ces facteurs de croissance comme la lutte contre l'analphabétisme, la corruption... Or l'islamisme ne cesse d'accroître sa puissance. Les raisons en sont multiples mais tiennent pour la plupart à l'attitude ambiguë ou la faiblesse des Etats. Ils sont en effet souvent incapables de combattre l'extension de l'islamisme sur le terrain. L'action étatique y est régulièrement paralysée par une administration sclérosée et le pouvoir manque d'efficacité dans l'application des remèdes à la montée de l'islamisme. Les réformes pour établir la justice sociale, la prospérité économique ou le renouveau dans la vie politique se font trop souvent attendre. En fin de compte, la détermination politique insuffisante, voire absente, de ces gouvernements contribue à l'accroissement des moyens dont disposent les islamistes. C'est ce constat sur l'accroissement de leur rayonnement (les moyens donc) associé à leur volonté évidente d'atteindre le pouvoir et de faire de la Charia la source unique de la législation qui donne corps à la menace que fait peser l'islamisme sur ces gouvernements.

Bien sûr, ce jugement doit être nuancé, la situation n'est pas identique selon les pays. L'Algérie de ce point de vue semble la plus mal armée pour lutter. Le Maroc peut bénéficier de la position de Commandeur des croyants et de l'esprit novateur de son jeune Roi pour lancer les réformes nécessaires, encore faut-il que l'administration le suive. La Tunisie, enfin, reste le pays le moins sensible aux sirènes des mouvements islamistes ; mais il faut pour cela éviter que la sévérité du régime ne pousse la population dans leurs bras et que le développement économique demeure une réalité. La prudence reste donc, même pour ce pays, de mise : la Turquie, pourtant sous un régime laïque, n'a-t-elle pas élu un premier ministre d'une mouvance islamiste ?

Au-delà du défi que pose l'islamisme aux gouvernements dans leur pérennité, se pose une question bien plus complexe. Nous avons vu que l'islamisme était une lecture fidèle et

exhaustive du projet socio-politique contenu dans le Coran. Aussi la difficulté est bien réelle pour ces pays où l'islam est déclaré religion d'Etat. Comment imaginer prendre des mesures qui parfois impliquent d'aller à l'encontre du Coran ? Peut-on également espérer mettre fin à l'islamisme et à sa menace sachant que celui-ci -« l'islam vrai est notre sauveur »⁴- n'est pas le fruit d'une lecture dévoyée du Coran ? C'est la réflexion posée par Ibn Warraq : « L'islam peut-il se transformer et rester l'islam ? Certains musulmans libéraux veulent le croire... tout à leur chimère, ils réinterprètent à leur façon les versets du Coran les plus embarrassants, les plus belliqueux, les plus misogynes. Mais même si les textes sacrés ne sont pas intouchables, ils ne sont pas élastiques à l'infini. Combat d'exégètes à venir ? »⁵.

Il est donc fort probable que cette réflexion sur la menace de l'islamisme se répétera tant que l'islam ne saura pas tendre vers plus de modernité. Seul un magistère pourrait, avec force, réaliser et pérenniser cette mutation.

⁴ Yassine

⁵ « contre l'islam militant », revue Politique Internationale, août 2002.

BIBLIOGRAPHIE

- **Articles et revues**
- BEN YAHMED Marwane, « Pour qui votent les Algériens ? », L'Intelligent, N°2237, 23 novembre 2003
- del VALLEE Alexandre, « Naissance d'un fascisme islamiste », Politique Internationale, n°95, août 2002
- ENHAILI Aziz et OUMELKHEIR Adda, « Etat et islamisme au Maghreb », Journal Meria, volume 7, N°1, mars 2003
- HADID Shéhérazade, « Les sept plaies de l'Algérie », L'Intelligent, N°2239, 7 décembre 2003
- LAMCHICHI Abderrahim, « Etat, légitimité religieuse et contestation islamique au Maroc », Confluences Méditerranée, n°12 1994
- LAMCHICHI Abderrahim, « Etat, légitimité religieuse et contestation islamiste au Maroc », Confluence Méditerranée, N°12, automne 1994
- MARTIN-MUÑOZ Gema, « Le régime algérien face aux islamistes », publication interne au centre de sociologie du monde Arabe et islamique, Université Autonoma de Madrid
- MARTINEZ Luiz, « les causes de l'islamisme en Algérie », Recherches Internationales, N°56-57, 2/3 1999
- MILLWARD William, « La montée de l'intégrisme islamique », revue Commentaire N°30 (Canada), avril 1993.
- OUAZANI Cherif, « Le Ramadan de tous les espoirs », L'Intelligent, N°2187, 8 décembre 2002
- OUAZANI Cherif, « Pendant ce temps, les islamistes.. », L'Intelligent, N°2229, 28 septembre 2003
- TALBI Mohamed, « Une Fallaci islamiste », L'Intelligent, N°2237, 23 novembre 2003
- WARRAQ Ibn, « Contre l'islam militant », Politique Internationale, n°95, août 2002
- « la Tunisie sans le voile », Valeurs actuelles, N°3496 du 28 novembre 2003, dossier pages 38 à 49
- « Le modèle tunisien face au voile islamique », Revue Réalité N°934, 20 novembre 2003
- *Maghreb / Machrek*, recueil de réflexions, N°175, printemps 2003, sur le thème « Afrique du Nord : entre autoritarisme et ouverture »
- *Sou'al*, revue éditée par l'Association pour le développement de la culture et de la science dans le tiers-monde, N°2 du 1982

Livres

- BURGAT Bernard, L'islamisme au Maghreb, La voix du Sud, Edition Karthala, 1988
- BURGAT Bernard, L'islamisme en face, éditions La Découverte, 1995
- LAMCHICHI Abderrahim, Le Maghreb face à l'islamisme, L'Harmattan, 1998
- LEVEAU Rémy, L'Algérie dans la guerre, Editions Complexe, 1995
- LEWIS Bernard, L'Islam en crise, Gallimard, 2003
- ZERROUKY Hassan, la nébuleuse islamiste en France et en Algérie, Editions N°1, 2002
- Sous la direction de Bassma Kodmani-Darwish et May Chartouni-Dubarry, Les états arabes face à la contestation islamiste, Ifri, Editions Armand Colin, 1996
- *L'islamisme*, La Découverte, 1994

Articles internet

- « Les particularités de l'islam au Maghreb », Paul Barta (Centre d'études de l'orient contemporain), sur www.clio.fr
- Dossier sur l'Algérie, Stéphane Bordeleau, journaliste, sur www.radio-Canada.ca
- Site www.cyberislam
- « L'islamisme marocain : entre révolution et intégration », archives de sciences sociales des religions 110, p5-27, avril-juin 2000, sur www.ehess.fr
- articles et dossiers de la revue le Point, sur www.lepoint.fr
- site de l'IRMC, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, sur www.irmcmaghreb.org
- articles et dossiers du Monde Diplomatique, sur www.monde-diplomatique.fr
- articles sur www.maroc-hebdo.press.ma

- **Sites internet « non-officiels » ou polémiques**
- www.reveiltunisien.org
- www.bladi.net
- <http://coranet.radicalparty.org>
- www.tamurth.net
- <http://medinintelligence.free.fr>

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	2
I. LES RACINES DE LA MENACE ISLAMIQUE.....	3
A. LES FACTEURS ENDOGENES D'ESSOR DE L'ISLAMISME.....	3
1. L'appropriation durable de l'islam par les intégristes.....	3
2. Des racines profondes.....	4
3. Un terreau social de l'islamisme évident.....	5
4. La réécriture de l'histoire.....	7
B. DES FACTEURS EXOGENES.....	8
1. A la reconquête de leur identité musulmane.....	8
2. Le problème israélo-palestinien.....	10
3. Le problème irakien.....	10
4. L'influence de la nébuleuse Al-Qaeda.....	10
II. L'ISLAMISME, UNE UNITE DE FAÇADE.....	11
A. UNE APPARENTE UNITE SUR UN SOCLE UNIQUE.....	12
1. Un socle commun.....	12
2. Le particularisme de l'islam maghrébin.....	12
B. UNE SITUATION HISTORIQUE DIFFERENTE.....	13
1. Le particularisme marocain.....	13
2. Algérie, Tunisie, un accueil et une place différente pour l'islamisme.....	14
C. UN ISLAMISME INTERNE DIVISE.....	16
1. Le Maroc et l'islamisme.....	16
2. L'Algérie et l'islamisme.....	17
3. La Tunisie et l'islamisme.....	18
D. REPOUSSOIRS DE L'ISLAMISME.....	19
III. L'ISLAMISME, UNE HYDRE QUI N'ATTEND QUE SON HEURE.....	20
A. L'ISLAMISME, UNE FORCE QUI AFFUTE SES ARMES.....	21
1. Une organisation efficace.....	21
2. L'occupation de espaces libres.....	21
3. Par le bas ou par le haut ?.....	22
B. LE DEFI LANCE AUX GOUVERNEMENTS.....	23
1. Liberté politique sans prospérité: libérer sans soigner.....	23
2. Prospérité sans liberté politique : soigner sans libérer.....	24
C. UNE DEMARCHE GLOBALE IMPERATIVE.....	25
1. Une démarche simultanée.....	25
2. L'éducation.....	26
3. La modernisation de la vie politique.....	26
4. De nouvelles formations politiques crédibles.....	27
5. La nécessaire fin du conflit israélo-arabe.....	28
D. DE LA VOLONTE A LA REALITE : UNE MENACE TOUJOURS PLUS VIVACE.....	28
1. Un réformisme économique et politique inconsistant.....	28
2. Une détermination politique insuffisante.....	29
CONCLUSION.....	30
Bibliographie.....	33

SOMMAIRE

L'islamisme est-il une menace pour les Etats du Maghreb ?

Première partie : les racines de la menace islamique

Les facteurs endogènes d'essor de l'islamisme

Les facteurs exogènes

Deuxième partie : l'islamisme, une unité de façade

Une apparente unité sur un socle unique

Une situation historique différente selon les pays

Un islamisme interne divisé

Repoussoirs de l'islamisme

Troisième partie : l'islamisme, une hydre qui n'attend que son heure

L'islamisme, une force qui affûte ses armes

Le défi lancé aux gouvernements

Une démarche globale impérative

De la volonté des Etats à la réalité, une menace toujours plus vivace